



Protéger les populations vulnérables pendant la mise en œuvre des réformes économiques en Égypte

[Chris Jarvis](#)



Le 18 janvier 2017

Rétablir la stabilité économique n'est pas chose facile, comme l'a souvent dit le Président égyptien Sissi.

L'Égypte est confrontée à trois problèmes intimement liés : un problème urgent de balance des paiements — les sorties de devises sont supérieures aux entrées — qui creuse la dette publique, une faible croissance et un chômage élevé. Avec le concours du FMI, l'Égypte a élaboré un [plan de réformes](#) visant à résoudre ces problèmes qui touchent la population au quotidien, en particulier ses couches les plus vulnérables. L'objectif est de l'aider à traverser cette difficile transition économique et la rendre partie prenante de l'avenir du pays.

En quoi la protection sociale favorise les réformes économiques

Tous les problèmes économiques auxquels se heurte l'Égypte ont une solution, et les réformes engagées par les autorités depuis quelques mois — adoption de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), flottement de la livre et réduction des subventions énergétiques — aideront tous les Égyptiens à long terme. Ces réformes aideront les classes moyennes mais aussi les populations vulnérables en dopant la croissance et en créant des emplois. Ces solutions ont cependant un coût à court terme.

Dans la vie quotidienne des Égyptiens, les importations sont plus coûteuses en livres car il faut davantage de livres pour acheter un dollar. Certains paieront plus d'impôts. Enfin le carburant coûte plus cher avec la diminution des subventions. Les autorités et le FMI sont donc déterminés à faire en sorte que ces coûts retombent le moins possible sur ceux qui n'ont pas les moyens. C'est pourquoi les autorités se sont engagées à dépenser au minimum 33 milliards de livres égyptiennes supplémentaires, soit 1 point de pourcentage du PIB environ, pour accroître les dépenses sociales.

Des mesures de protection sociale

Plusieurs programmes ont été mis en place et sont en cours de réalisation, et visent essentiellement à aider les populations les plus vulnérables. Ils consistent notamment à accroître les subventions alimentaires et à réformer le budget des pensions sociales, et passent plus précisément par les mesures suivantes :

- Subventions alimentaires accrues en augmentant la valeur des prestations accordées à l'aide des cartes à puce, portées de 15 à 21 livres égyptiennes par personne.
- Élargissement des programmes *Takaful* et *Karama* afin qu'ils bénéficient à 1,7 million de ménages et 7,3 millions de personnes

- Accroissement du budget des pensions sociales, pour couvrir 1,7 million de ménages de plus, et des pensions générales.
- Programmes plus restreints qui ciblent des couches particulièrement vulnérables de la population comme ceux consistant à augmenter le nombre de repas scolaires gratuits et faire de nouveaux raccords au gaz dans les quartiers pauvres. De plus, les autorités vont accroître les subventions au lait pour nourrissons et aux médicaments pédiatriques, et maintenir ou développer la formation professionnelle des jeunes.
- Parmi les réformes sociales structurelles, on peut citer les mesures visant à accroître la part des femmes dans la population active. Elles auront des effets sociaux importants, tout en contribuant à la croissance économique. Enfin, 250 millions de livres de plus seront consacrés aux crèches publiques, et les autorités vont étudier les moyens de rendre les transports publics plus sûrs et plus accessibles pour les femmes.

Plus de croissance pour plus d'emplois

La réforme s'attaque également aux contraintes économiques et structurelles. Si les politiques prévues sont judicieusement mises en œuvre, la croissance égyptienne pourrait atteindre 6 % à moyen terme, taux comparable à celui de la période 2005-2010 durant laquelle la croissance annuelle avoisinait les 5,9 %.

L'objectif à moyen terme du programme est de réaliser pleinement le potentiel de l'économie égyptienne et atteindre des taux de croissance élevés, ce qui contribuera à créer des emplois pour absorber la population de jeunes qui entre sur le marché du travail. Selon les projections du FMI, le chômage devrait être ramené à 10 % d'ici à la dernière année du programme, contre 12,7 % l'année dernière, et descendre davantage par la suite.

Le programme de réformes économiques en est à ses débuts et tout au long de sa mise en œuvre, les autorités, tout comme le FMI, sont déterminés à favoriser la protection sociale. Les réformes structurelles, ainsi que les mesures de protection sociale, sont essentielles pour réaliser les objectifs du programme et serviront de marqueurs pour mesurer les progrès accomplis. Les autorités se sont engagées à les appliquer d'ici la fin juin 2017.

Ce plan a été élaboré par les autorités égyptiennes, pour le peuple égyptien. Le programme de réformes économiques tire les enseignements des expériences de croissance de nombreux pays qui ont accompli des progrès économiques et sociaux durables. Il tient dûment compte des particularités du pays pour donner les meilleures chances de succès au peuple égyptien. Sa mise en œuvre sera parfois difficile, mais l'Égypte peut avancer en toute confiance, en sachant que les réformes économiques ne visent pas seulement à faire augmenter le revenu national, mais aussi à protéger et améliorer les perspectives de ses citoyens les plus démunis et les plus vulnérables.

Chris Jarvis est Chef de mission pour l'Égypte et Conseiller au Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI. Il était précédemment au Département Europe, où il a dirigé des missions au Belarus, puis en Ukraine; avant cela, il fut rédacteur des discours de deux anciens Directeurs généraux du FMI, Rodrigo de Rato et Dominique Strauss-Kahn. M. Jarvis a plus de vingt ans d'expérience en tant qu'économiste du FMI, pour l'essentiel dans des pays émergents. Il est ressortissant britannique et a travaillé au Trésor britannique avant d'entrer au FMI. M. Jarvis a fait ses études au Keble College, Oxford, au Nuffield College, Oxford et à l'université Yale.